

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

Objet : Convocation des parties affectées au vote sur le projet de plan de sauvegarde de la Société

Madame, Monsieur,

Par jugement du 23 juillet 2024, le Tribunal de commerce d'Antibes a décidé l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la société :

TEAM FRANCE

Société par actions simplifiée
Bâtiment A-Arteparc - 965 Avenue de Roumanille, 06410 Biot
821 579 448 Inscrite au R.C.S ANTIBES

(la « **Société** »)

et a notamment désigné :

- la SELARL Xavier Huertas & Associés, prise en la personne de Maître Xavier Huertas, située 1 rue Lamartine 06000 Nice

en qualité d'administrateur judiciaire de la Société avec mission de surveillance (l'« **Administrateur Judiciaire** »).

Par ordonnance en date du 15 janvier 2025, Monsieur le Juge commissaire à la procédure de sauvegarde a autorisé la société TEAM FRANCE, assistée de l'Administrateur judiciaire, à constituer des classes de parties affectées en deçà des seuils de constitution obligatoire prévus par la loi sur application de l'alinéa 4 de l'article L 626-29 du Code de commerce en vue de la présentation d'un plan de sauvegarde.

Le projet de plan de sauvegarde de la Société prévoit l'aménagement de l'endettement financier de la Société et le rééchelonnement d'une partie de ses dettes publiques.

Par avis du 28 mai 2025 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de sauvegarde et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce.

Par notification du 23 juin 2025 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application des articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire a informé les créanciers affectés des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle ils appartiennent.

Par la présente, nous vous informons que vous serez amenés à vous prononcer sur le projet de plan et les modalités de règlement de vos créances proposées en votant au plus tard avant la date fixée au :

Lundi 21 juillet 2025 à 17h00

En prévision de cette échéance, nous vous invitons à prendre connaissance du projet de plan de sauvegarde ci-joint.

Il est rappelé que conformément à l'article L. 626-30, I, du Code de commerce, « *seules les parties affectées se prononcent sur le projet de plan* » de la Société.

Nous rappelons également que conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 alinéa 5 du Code de commerce, la décision de chaque classe sur le projet de plan est prise à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote. Dès lors, le décompte des voix ne tiendra compte que des seules parties affectées ayant participé audit vote, en proportion du montant de leur créance respective.

Conformément à l'article R. 626-59 du Code de commerce, l'Administrateur Judiciaire invitera le mandataire judiciaire désigné « *et les représentants de la délégation du personnel du comité social et économique à présenter leurs observations* » sur le projet de plan, lesquelles seront, le cas échéant, transmises via courriel.

En ce qui concerne les modalités de vote, il est indiqué que seul le vote par voie électronique sera admis, celui-ci s'effectuant exclusivement par courriel.

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : cpa@etude-huertas.fr, copie c.bastanti@etude-huertas.fr.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

L'Administrateur Judiciaire de la Société :

– **SELARL HUERTAS ET ASSOCIES** (Maître Xavier Huertas)